

«Critique impitoyable de tout ce qui existe»

Nous avons atteint un stade de déliquescence telle que nos voisins de palier en matière économique, de fiscalité et de climat des affaires ne sont autres que des pays en proie à de longues et sanglantes guerres civiles, ou des républiques bananières et diamantifères sans substance historique. De proches voisins, autrement moins nantis que nous il y a peu, sont en passe de nous damer le pion dans tous les domaines, voire même de nous servir de modèle à suivre. C'est le cas de la Mauritanie qui vient de réussir une belle transition démocratique le dimanche 11 mars où, pour la première fois depuis l'intermède militaire qui dure depuis 1978, les quelque trois millions d'habitants du pays des hommes «bleus» votaient aussi librement pour élire leur 6ème chef d'Etat de l'histoire de leur république. Le scrutin du 11 mars 2007 n'a rien à voir avec les consultations précédentes. Le premier tour a permis de dessiner une Mauritanie plurielle qui cherche son unité dans la diversité. Initialement prévue pour deux ans, la période de transition a été finalement ramenée à 18 mois. Elle s'achèvera cette fin de semaine, si rien ne vient perturber l'agenda jusqu'ici scrupuleusement respecté du Comité militaire pour la démocratie et la justice (Cmjd), que préside le colonel Ely Mohammed Ould Vall, chef de l'Etat, par le choix majoritaire des Mauritanais.

Il ne faut cependant pas comparer l'incomparable et prendre garde aux conclusions hâtives : la Mauritanie n'est pas encore une démocratie et l'Algérie n'a toujours pas abdiqué à la tentation d'une dictature théocratique. En politique, ce qu'on gagne en vitesse ou en largeur, on le perd souvent en intensité ou en profondeur. Ismael Kadare, écrivain albanais de renom, soutenait, mercredi dernier sur France 3, qu'une dictature, c'est tout à la fois du sang et des liesses collectives. «Elle n'est pas un phénomène isolé de son peuple. Elle se nourrit de la médiocrité et de rien d'autre. C'est en cela qu'elle trouve une base sociale auprès du tiers, de la moitié ou des deux tiers de la population», avait-il précisé.

Cette caractéristique, on la retrouve chez nous. Dans le formatage d'un Etat comme le nôtre l'arène des stades, la manipulation des foules revêt plus d'importance que les cogitations intellectuelles. A l'approche d'échéances électorales, un ministre des Sports a plus d'importance que celui de l'Intérieur et les clubs de football sont plus courtisés que les partis, les associations, les journalistes ou la société civile. Le niveau est au crampon.

Comment faire du renouvellement d'une chambre stérile d'enregistrement et de supplétifs d'une administration médiocre et budgétivore l'occasion sans cesse renouvelée d'une théâtralisation politique ?

Réduits à des hordes de hooligans tant décriées en temps ordinaire, les associations de supporters et les clubs de football deviennent de précieuses machines électorales, courtisées et financées avec largesses en temps de compétition politique. Nous sommes dans la culture et les symboles d'une compétition assise (le terme est fort approprié au sens propre et figuré) sur la force, où le combat et le duel suppléent le débat et l'échange, où tous les coups sont permis et où l'arbitre n'a d'autre règle à faire respecter que celle que lui dictent ses intérêts et son maintien aux commandes.

A décharge de nos décideurs, le sport est, partout, associé à la politique. Le Qatar, un petit pays de 600 000 habitants, qui ne sait plus quoi faire de ses revenus du pétrole et du gaz, veut maintenant exister sur la carte du monde par le sport. Pour cela, il mise énormément sur le football en recrutant dans ses clubs de vieillissantes vedettes internationales et en constituant une sélection performante qui vient de remporter les Jeux d'Asie, organisés chez lui.

Sur le Vieux Continent, la commission européenne s'est contentée de libéraliser l'économie du football sans la réguler, sans considérer «l'exception sportive» comme elle a su mettre en valeur l'exception culturelle. Les clubs sont déjà des entreprises de spectacle comme les autres, même

s'ils doivent préserver l'incertitude des résultats sportifs qui est la recette de leur succès populaire et donc le fondement même de leur succès financier. De même que toute compétition électrore relève du spectacle.

Le football au service de projets politiques, l'Algérie n'en est donc ni l'exception ni le précurseur.

Notre sport mériterait un tel intérêt s'il était à des hauteurs respectables. Ce n'est malheureusement pas le cas et c'est dans les profondeurs nauséabondes des éliminations et des défaites systématiques de nos équipes locales et nationales que les prétendants aux magistratures législatives et communales ont été puiser leurs soutiens.

Toute honte bue, la sélection nationale n'a pas participé à la Coupe du monde depuis des lustres et le miracle n'arrivera pas avant que nos fédérations nationales seront aussi bien organisées que nos joueurs sont talentueux.

Un football d'une médiocrité terrifiante supplante ainsi la souveraineté populaire. Une république sans le peuple s'instaure sous nos yeux d'intellectuels impuissants que notre ami Benichou a raison d'interpeller et de secouer chaque semaine.

Le peuple est, ici, selon le besoin, un faire-valoir, un bouc émissaire, un souffre-douleur. La culture de sujétion inhibe la participation sur fond de guerre entre deux frères ennemis (le

nationalisme autoritaire et l'islam autoritaire) pour le contrôle des espaces intermédiaires ; les réfractaires étant fixés dans le particularisme régional ou l'élitisme stérile. Le système l'a bien compris qui joue sur les deux tableaux dans une alliance construite autour du FLN et du MSP, les deux principaux vecteurs de contrôle des affairistes, fonctionnaires, enseignants et petits commerçants.

Nous sommes passés, par un jeu de filiation-substitution, de l'OS à l'ALN, puis à l'ANP et enfin au «cabinet noir». Une filiation qui a, dans l'ensemble, progressivement déshydraté le corps institutionnel de l'Etat-nation pour le réduire à des compromis de braqueurs de banques qui, plus ils sont seuls, plus l'existence même du peuple leur semble exorbitante.

D'ailleurs, ce carcan qu'est devenu depuis la mort de Boumediène le phénomène faussement majoritaire n'est pas même efficace.

Il est le paravent de la désorganisation de la puissance publique, qui croule sous l'inertie et la corruption : quand on voit aujourd'hui l'Etat impuissant à agir ou partial lorsqu'il le veut, et vidé de sa substance par la prolifération des autorités parallèles et autres pouvoirs occultes, sans compter les ministères fantômes, on peut se demander, en effet, sous quel régime nous sommes. Lorsqu'on observe l'inflation législative galopante qui fait



Par Ammar Belhimer
ambelhimer@hotmail.com

croire sous l'effet de la politique spectacle qu'on peut changer les choses alors que les textes ne sont pas même connus, appliqués ou applicables par une administration épuisée et une justice aux ordres, on se demande en effet si tout cela relève encore de l'ordre républicain. Nous sommes plutôt dans cette configuration énoncée par Johann Wolfgang von Goethe: «Nul n'est plus esclave que celui qui se croit libre sans l'être».

Dans son dernier texte daté du 18 octobre 1988, Kateb Yacine percevait bien l'impasse démocratique dans laquelle on installait le peuple algérien. Voilà ce qu'il en pensait et ce qu'il lui envisageait comme traitement : «On consomme, on subit, on ferme les yeux. C'est tout ce qu'on propose à la jeunesse aujourd'hui. Que faire ? Retrouver les chemins de la révolution. Tout repenser à la lumière de la parole du jeune Marx : «Critique impitoyable de tout ce qui existe». Il reste à connaître les armes idoines de cette critique.

A. B.

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com



BOB LALL'MANI !

«Le sort de l'Algérie indépendante s'est joué entre Ifri et Evian.»

Et depuis, on boit la tasse !

Il y a comme ça, des sujets qui surgissent sur le devant de la scène sans que l'on sache vraiment pourquoi et comment. Prenez par exemple le secteur de l'éducation nationale. Mais où c'est qu'ils sont allés nous dénicher cet intérêt soudain, fulgurant, intense, profond, volcanique, brûlant, passionné et torride pour la langue allemande ? C'est dans tous les journaux qui se respectent, et même dans ceux qui ne se respectent pas. Vous lirez en arabe et en français la volonté farouche de Benbouzid de faire de l'enseignement de l'allemand une priorité, son envie de promouvoir cette langue dans la moindre de nos petites écoles et son objectif de doter chaque wilaya d'un quota conséquent d'enseignants d'allemand. J'ai tenté de voir dans les pages économiques et politiques s'il y avait une actualité particulière avec l'Allemagne, si la chancellerie allemande était dans nos murs ou alors si des jumelages entre des villes algériennes et allemandes étaient en cours, rien ! En théorie, y a franchement rien qui justifie l'amour brutal de Benbouzid pour la langue de Goethe.

Si l'on excepte bien évidemment un petit séminaire de profs d'allemand qui se tient en ce moment à Alger, lequel, en temps normal, aurait vachement peiné à trouver sa place en dernière page des quotidiens, entre le résultat de l'ASO Chlef contre le club égyptien d'ENPPI et un avis de décès déposé tardivement par une famille éplorée. Pourtant, curieusement, par des truchements indécodables, sans que le sort de l'éducation nationale et de l'école algérienne n'en dépende vraiment, l'enseignement de la langue allemande s'est imposé à nous ces dernières heures. Y a toujours pas de tableaux dignes de ce nom dans les écoles. Profs et élèves en sont encore à avaler les poussières de craie. Les classes sont glaciales en hiver et surchauffées en été. Une bibliothèque par établissement, ça reste un rêve fou. La pratique du sport, un rêve encore plus fou. Mais maâlich ! Place à l'allemand ! En attendant bien évidemment la semaine prochaine et la 3678e réforme de l'enseignement des langues dans les écoles et lycées. Nous y découvrirons peut-être que l'enseignement du finnois constituera désormais une priorité pour Si Boubekeur. Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.